

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/155/Add.6

1^{er} décembre 1999

(99-5202)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE: RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Addendum

Le présent document contient les renseignements actualisés sur les activités de coopération technique et financière présentant un intérêt pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, que l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) a fait parvenir au Secrétariat dans une communication datée du 14 octobre 1999.

1. L'UPOV n'est pas une institution spécialisée des Nations Unies. Par conséquent, sa constitution ne prévoit pas expressément l'obligation de fournir aux pays en développement une aide au développement proprement dite.

2. Les objectifs énoncés dans le programme et budget de l'UPOV pour l'exercice biennal en cours (1998/99) sont notamment les suivants:

"...

v) propager le concept d'une protection des obtentions végétales, notamment dans les pays qui n'accordent pas encore ce genre de protection, en expliquant, le cas échéant, en coopération avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, la nécessité de protéger les obtentions végétales et les modalités de cette protection; publier des informations à cet effet;

vi) promouvoir l'adhésion des États à la Convention UPOV et les aider à prendre des mesures qui leur permettront d'adhérer à cette convention;

vii) organiser des programmes d'enseignement et de formation dans le domaine de la protection des obtentions végétales ou promouvoir l'organisation de tels programmes, en recherchant, lorsque cela est possible, des sources de financement extrabudgétaires pour ces programmes;"

3. Conformément aux objectifs susmentionnés, l'UPOV mène les activités d'assistance technique ci-après, en faveur des pays en développement mais aussi d'autres pays, puisque le principe est de fournir une aide indépendamment du niveau de développement des pays visés:

a) L'UPOV conseille les États sur les lois régissant la protection des obtentions végétales, formule des observations sur les projets de texte et établit, sur demande, des projets de loi et de règlement nationaux. Ces dernières années, elle a fourni une assistance ou des conseils sur ces questions à de nombreux pays en développement.

b) Le Bureau de l'UPOV a publié, en anglais, en arabe, en espagnol et en français, une loi type sur la protection des obtentions végétales qui est conforme aux dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Les gouvernements des pays en développement peuvent se procurer gratuitement cette loi type et d'autres publications de l'UPOV.

c) Dans les limites de ses ressources budgétaires, le Bureau de l'UPOV est disposé à collaborer à l'organisation de séminaires et de colloques nationaux sur la protection des obtentions végétales et à envoyer, sur demande, des orateurs à d'autres réunions. L'UPOV a participé récemment à l'organisation de nombreuses réunions nationales de ce type dans les pays en développement.

d) Lorsque des ressources extrabudgétaires ont pu être obtenues, l'UPOV a organisé des séminaires internationaux pour les pays en développement sur les questions relatives à la protection des obtentions végétales; elle est disposée à continuer à le faire à l'avenir.

e) Les États membres de l'UPOV se sont en général déclarés disposés à coopérer avec l'Union pour organiser des stages de formation en cours d'emploi, individuels ou collectifs, à condition que des fonds soient trouvés pour financer les frais de voyage et de séjour des stagiaires, et certains de ces pays ont mis et mettent à la disposition de l'UPOV des fonds qui sont destinés à l'assistance technique.

f) L'UPOV est en principe disposée, sous réserve de trouver les fonds nécessaires, à participer à des projets de développement concernant le secteur des semences ou la propriété intellectuelle dans ce domaine qui visent à mettre en place des régimes nationaux de protection des obtentions végétales, ou à exécuter certains éléments de ces projets. Plusieurs projets de ce type ont été proposés.

4. Par une modification du programme et budget de l'UPOV pour l'exercice biennal 1998/99, adoptée en avril 1998, le Conseil de l'UPOV a créé le poste budgétaire supplémentaire UV.08bis suivant:

"UV.08bis ASSISTANCE TECHNIQUE

Le Bureau de l'Union

i) établira et entretiendra des relations avec les États non membres qui envisagent d'adhérer à la Convention UPOV (la majorité d'entre eux sont des pays en développement ou en transition vers l'économie de marché) et, notamment, leur apportera une assistance pour l'élaboration et l'examen des textes législatifs nécessaires, fera des observations sur la compatibilité de ces textes avec la Convention UPOV et organisera des séminaires, des journées d'étude ou d'autres activités de même nature;

ii) compte tenu en particulier de la nécessité d'instaurer une sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et de l'obligation pour les Membres de l'Organisation mondiale du commerce de prévoir la protection des variétés végétales au titre de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ("Accord sur les ADPIC"), aidera les États non membres à créer des offices de protection des obtentions végétales et à mettre en valeur les ressources humaines pertinentes en proposant des cours de formation (si possible, en collaboration avec les États membres) et en mettant en place un programme de bourses visant à faciliter la participation à ces cours de formation."

5. Le programme et budget de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour l'exercice biennal 1998/99, adopté en mars 1998, comporte un nouveau sous-programme 02.5 intitulé "Coopération avec l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales". Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

- "- Promouvoir une plus large compréhension du rôle et des effets de la protection conférée par la propriété intellectuelle en ce qui concerne les plantes.
- Coordonner l'action de l'OMPI et l'action de l'UPOV en matière d'activités d'enseignement et de formation et d'activités consultatives organisées à l'intention de fonctionnaires nationaux et visant à aider les pays en développement à satisfaire aux obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC sur le plan de la protection des obtentions végétales."

6. Depuis la dernière communication de l'UPOV au Conseil des ADPIC concernant ses activités d'assistance technique, l'Union a mené les activités suivantes:

a) Séminaires, cours et journées d'étude

19-21 janvier: L'UPOV a organisé à San José (Costa Rica), avec l'Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), des journées d'étude sur les lois régissant la protection des obtentions végétales à l'intention des pays suivants d'Amérique centrale et des Caraïbes: Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.

15 février: L'UPOV a organisé à Genève, avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'intention des membres et observateurs des deux organisations, un colloque sur la protection des obtentions végétales au titre de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC.

18-19 mars: L'UPOV a organisé à Bangkok, avec l'OMPI et l'OMC, en coopération avec le gouvernement thaïlandais et avec le soutien financier du gouvernement néo-zélandais, des journées d'étude sur la protection des obtentions végétales au titre de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC, à l'intention des membres de la région Asie-Pacifique.

3-4 mai: L'UPOV a organisé au Caire, avec l'OMPI et l'OMC, en coopération avec le gouvernement égyptien, à l'intention des pays arabes et de la Turquie, des journées d'étude sur la protection des obtentions végétales au titre de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC.

6-7 mai: L'UPOV a organisé à Nairobi, avec l'OMPI et l'OMC, et en coopération avec le gouvernement kényen, des journées d'étude semblables à Nairobi, à l'intention des pays de l'Afrique anglophone.

17-21 mai: L'UPOV a organisé à Kunming (Chine), avec le Ministère de la science et de la technologie, le Ministère de l'agriculture et l'administration nationale des forêts de Chine, en coopération avec le gouvernement provincial du Yunnan et le soutien financier du Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et des pêches, un séminaire international, sur l'innovation technologique et la mise en œuvre à l'échelon national de la protection des obtentions végétales. Outre les participants chinois, il y avait des participants de la Malaisie, des Philippines, de la République de Corée, de la Thaïlande et du Viet Nam.

15 juin: À Tallinn (Estonie), le 17 juin, à Riga (Lettonie) et le 21 juin à Vilnius (Lituanie), l'UPOV et l'OMPI ont organisé, dans chaque cas en coopération avec le Ministère de l'agriculture du pays hôte, des séminaires nationaux sur la protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV, du système des brevets et de l'Accord sur les ADPIC.

5-16 juillet: L'UPOV a organisé un séminaire d'information à Cambridge (Royaume-Uni), sur la protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV. Ce séminaire a été organisé en coopération avec le Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et des pêches, et le Ministère de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation ainsi que l'Institut national de botanique agricole (National Institute of Agricultural Botany) du Royaume-Uni. Les participants venaient du Bangladesh, de la Bulgarie, de la Chine, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, du Kirghizistan, du Malawi, de Maurice, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, de Sri Lanka, de la Thaïlande, de Trinité-et-Tobago, de la Turquie, de la Zambie, du Zimbabwe, ainsi que de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) et de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA).

10-11 août: L'UPOV a travaillé avec l'Institut national des semences d'Argentine, avec le soutien de l'Association américaine du commerce des semences (ASTA) et de l'Association argentine de protection des obtentions végétales (ARPOV), à l'organisation d'un séminaire régional latino-américain sur l'Acte de 1991 de la Convention de l'UPOV, qui s'est tenu à Buenos Aires.

b) Renseignements, conseils ou assistance

Le Bureau de l'UPOV a fourni des renseignements, des conseils ou une assistance aux États suivants, et dans certains cas y a envoyé des missions consultatives:

Afrique	Asie/Pacifique	Amérique latine Caraïbes	Pays en transition vers une économie de marché
Algérie	République populaire de Chine	Argentine	Arménie
Burundi	République populaire démocratique de Corée	Bolivie	Azerbaïdjan
République centrafricaine	Fidji	Brésil	Bélarus
Comores	Inde	Commonwealth de la Dominique	Estonie
Côte d'Ivoire	Indonésie	Costa Rica	Ex-République yougoslave de Macédoine
Djibouti	Jordanie	Cuba	Géorgie
Égypte	Liban	République dominicaine	Kazakhstan

Afrique	Asie/Pacifique	Amérique latine Caraïbes	Pays en transition vers une économie de marché
Éthiopie	Mongolie	El Salvador	Kirghizistan
Gabon	Philippines	Honduras	Lettonie
Kenya	République de Corée	Jamaïque	Lituanie
Madagascar	Sri Lanka	Nicaragua	Fédération de Russie
Maurice	Syrie	Panama	Slovénie
Rwanda	Thaïlande	Pérou	Tadjikistan
Soudan	Turquie	Venezuela	Turkménistan
Tunisie	Viet Nam		Ukraine
Ouganda			Ouzbékistan
Zambie			Yougoslavie
Zimbabwe			

7. L'UPOV ne mène aucune activité indépendante supposant l'octroi d'une aide financière directe pour l'établissement ou le renforcement de bureaux et organismes nationaux de protection des obtentions végétales.
